Agence d'**Urba**nisme
aire métropolitaine **Lyon**naise

Opale

Observatoire partenarial en **Economie**

Veille économique REEL **n°37**

Regard sur l'Economie et les Entreprises Lyonnaises

Février 2018

Cadrage national et régional	2
L'emploi salarié	3-4
Les intentions d'embauche	4
Focus : Les implantations de l'Aderly en 2017	5
Le chômage	6-7
Le RSA	8
Les difficultés des entreprises procédures collectives, délais de paiement	9
L'immobilier d'entreprise	10
Zooms sectoriels	11-15

SYNTHESE

L'économie lyonnaise entame l'année 2018 avec élan, après une année 2017 de reprise et d'amélioration constante du climat des affaires. Les chefs d'entreprise se disent confiants pour les mois à venir, quel que soit le secteur d'activité. L'industrie souhaite investir et recommence à recruter, les services marchands affichent une progression robuste, la construction confirme son dynamisme retrouvé. Les entreprises en difficulté sont moins nombreuses, les tensions de trésorerie plus rares et les défaillances au Tribunal de commerce de Lyon atteignent leur niveau le plus bas depuis 2008.

Ce climat favorable se traduit par un vrai dynamisme des créations d'emplois : en un an, plus de 13 000 emplois salariés supplémentaires ont été créés dans le secteur marchand dans la Métropole de Lyon et le Rhône. Il se traduit également par une très bonne dynamique du marché immobilier, en particulier le marché des locaux d'activité, qui réalise en 2017 une année exceptionnelle. Les implantations d'entreprises étrangères sont par ailleurs en hausse, signe de l'attractivité du territoire.

Quelques points d'inquiétude demeurent cependant, notamment le chômage, pour lequel les effets positifs tardent à se faire sentir. En un an, 4 500 demandeurs d'emploi supplémentaires sont inscrits en catégories ABC dans la Métropole de Lyon.

L'embellie conjoncturelle devrait se poursuivre en 2018

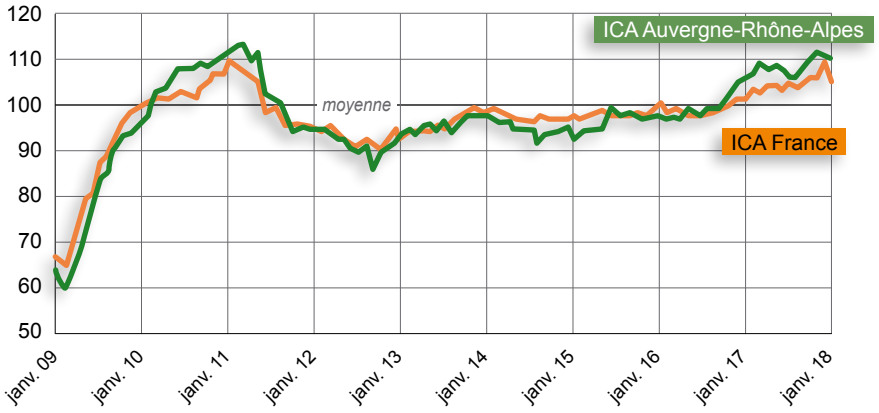
Les signaux positifs se sont accumulés tout au long de l'année 2017. Le commerce mondial a repris de la vigueur et la croissance s'est consolidée, dans les pays émergents comme dans les pays avancés. En France, le produit intérieur brut (PIB) s'est établi en hausse de 1,9 % en 2017 par rapport à 2016, soit la plus forte croissance depuis 2011, toutefois inférieure à celle de l'ensemble de la zone euro (+2,4 %). La croissance du PIB national est tirée par les investissements des ménages (achats de logements) mais surtout, en 2017, par les investissements des entreprises, qui progressent vivement. Le climat des affaires est en effet au plus haut en France comme dans l'ensemble des pays de la zone euro, dans l'industrie comme dans les autres secteurs d'activité.

Les prévisions pour 2018 sont très positives, dans le prolongement des tendances passées : progression du commerce mondial et des exportations, croissance d'activité, taux d'intérêt bas, optimisme des chefs d'entreprise.

Note méthodologique

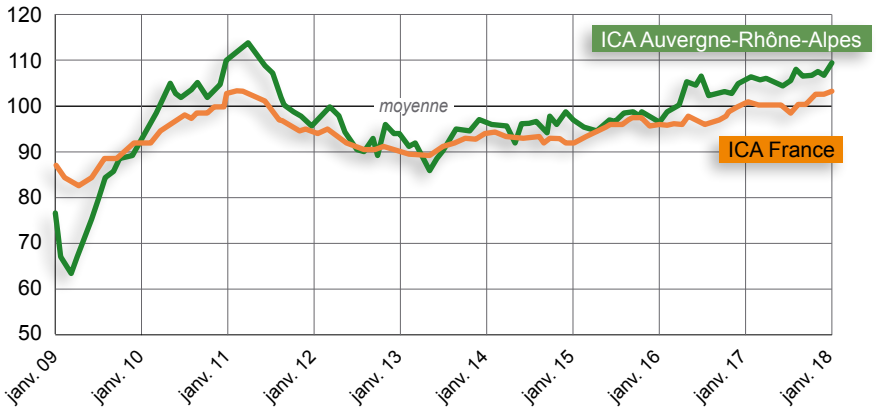
Un indicateur du climat des affaires (ICA) permet une lecture rapide et simplifiée de la situation conjoncturelle. Il résume par une variable synthétique l'évolution des soldes d'opinion qui présentent des évolutions similaires dans le temps. En hausse, il traduit une amélioration du climat conjoncturel ; en baisse, sa dégradation ; 100 = moyenne de longue période.

Indicateur du climat des affaires dans l'industrie



Source : Tendances régionales, Banque de France, janvier 2018

Indicateur du climat des affaires dans les services marchands



Source : Tendances régionales, Banque de France, janvier 2018

Les entreprises lyonnaises optimistes

La vigueur de l'activité est particulièrement ressentie en Auvergne-Rhône-Alpes. Les enquêtes auprès des entreprises le confirment : un « vent d'optimisme » selon la Banque de France, une « bonne lancée » pour la CCIR, une « situation économique favorable » pour la CMA. Ce constat est partagé par l'ensemble des grands secteurs d'activité, industrie, services marchands ou construction (cf. zooms sectoriels page 11). Le dynamisme de l'activité conduit les entreprises à accélérer leurs embauches (intérimaires ou non), malgré des difficultés de recrutement qui se font jour pour certains profils (informaticiens, conducteurs routiers…). Elles accélèrent également leurs investissements, pour pallier les tensions qui apparaissent sur les capacités de production, certaines entreprises affichant une saturation de leur outil.

La région lyonnaise entame donc l'année 2018 dans un contexte favorable et un climat des affaires porteur, ce qui n'a pas échappé aux entreprises à capitaux étrangers qui viennent s'y implanter. Le bilan des implantations accompagnées par l'Aderly en 2017 souligne l'attractivité de l'aire métropolitaine lyonnaise pour les entreprises étrangères (cf. page 5).

Principales sources d'information de ce numéro

- Banque de France. Tendances régionales : la conjoncture en Auvergne-Rhône-Alpes. Janvier 2018
- Insee. Conjoncture Auvergne-Rhône-Alpes, n°11. Janvier 2018
- CCI Auvergne-Rhône-Alpes. Suivi de la conjoncture économique. Janvier 2018
- Chambre de métiers et de l'artisanat (CMA) du Rhône. Enquête Avisé. Décembre 2017
- Pôle Emploi. Les chiffres clés du chômage Métropole de Lyon. Décembre 2017
- Urssaf Rhône-Alpes. StatUR n°9. Janvier 2018
- Insee. Note de conjoncture nationale. Décembre 2017
- Presse nationale et locale

L'emploi salarié

Plus de 13 000 emplois créés en un an

613 070 emplois salariés sont recensés dans le secteur marchand au troisième trimestre 2017 dans la circonscription départementale du Rhône. Les créations d'emplois poursuivent leur dynamique de croissance entamée depuis trois ans. En un an, le nombre d'emplois a progressé de 2,2 %, soit 13 250 emplois supplémentaires.

La hausse de l'emploi est plus forte dans le Rhône qu'en Auvergne-Rhône-Alpes (+1,4 % sur un an) ou qu'en France (+1,6 %). Sur un an, seul le département de l'Allier perd des emplois, au sein de la région. La moitié de la hausse d'emplois régionale est localisée dans le Rhône, alors que le Rhône n'accueille que 31 % des emplois salariés de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

La forte augmentation de l'emploi dans le Rhône est tirée par le dynamisme des services (+2,5 % en un an, soit 7 770 emplois supplémentaires) et par celui de l'intérim (+16,8 %, soit 4 520 emplois supplémentaires). Le commerce poursuit sa croissance régulière (+0,9 % sur un an, soit 970 emplois supplémentaires). Le secteur de la construction confirme son rebond sur un an, malgré une stagnation de l'emploi au troisième trimestre (+1,0 % sur un an, soit 470 emplois supplémentaires). Seul secteur en recul, l'industrie connait une baisse de 0,5 % de l'emploi sur un an (soit 490 emplois en moins), mais avec également une stabilisation au troisième trimestre 2017.

Définitions

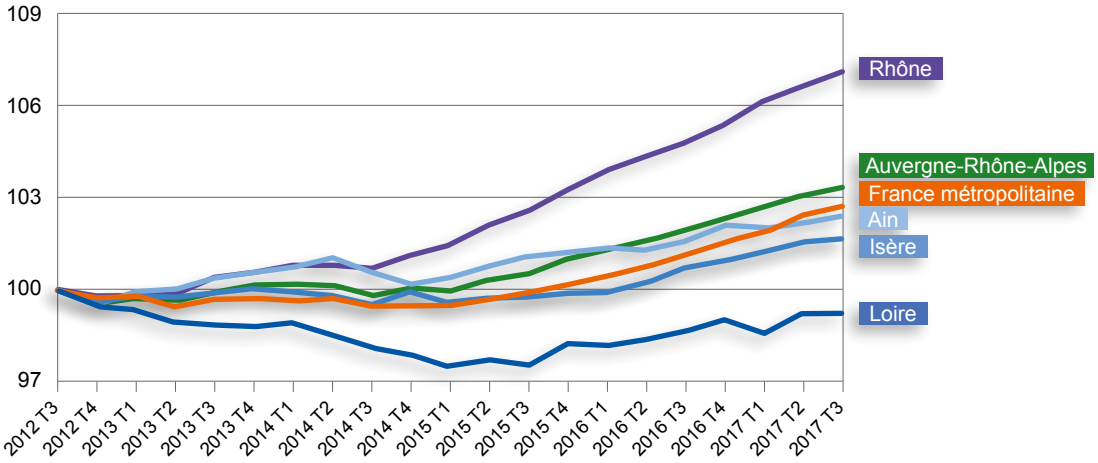
Emploi salarié marchand : estimation de l'emploi salarié en fin de trimestre fournie par l'Insee, hors agriculture, hors secteurs principalement non marchands et hors salariés des particuliers employeurs. Les données sont corrigées des variations saisonnières.

Périmètre : circonscription départementale du Rhône (Métropole et Rhône)

Dans l'aire métropolitaine lyonnaise

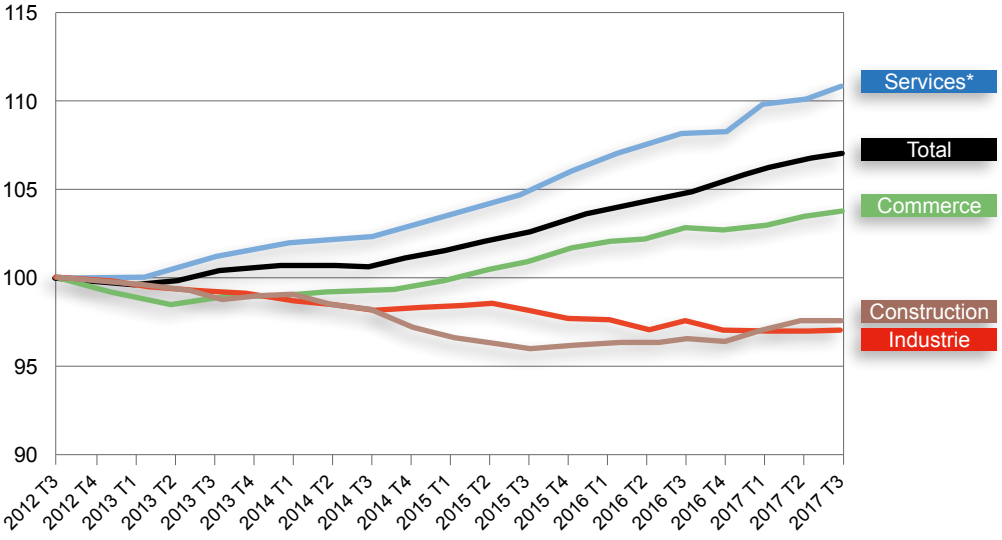
L'emploi marchand est en hausse sur un an dans tous les départements de l'aire métropolitaine lyonnaise : +2,2 % dans le Rhône (soit 13 250 emplois supplémentaires), +0,9 % en Isère (+2 650 emplois), +0,7 % dans l'Ain (+960 emplois) et +0,6 % dans la Loire (+920 emplois).

Evolution comparée de l'emploi salarié depuis cinq ans
(en indice base 100 au 3e trimestre 2012)



Source : Insee, estimations d'emploi. Données trimestrielles corrigées des variations saisonnières

Evolution de l'emploi salarié par secteur dans le Rhône depuis cinq ans
(en indice base 100 au 3e trimestre 2012)



Source : Insee, estimations d'emploi. Données trimestrielles corrigées des variations saisonnières

* Hors intérim

Note méthodologique

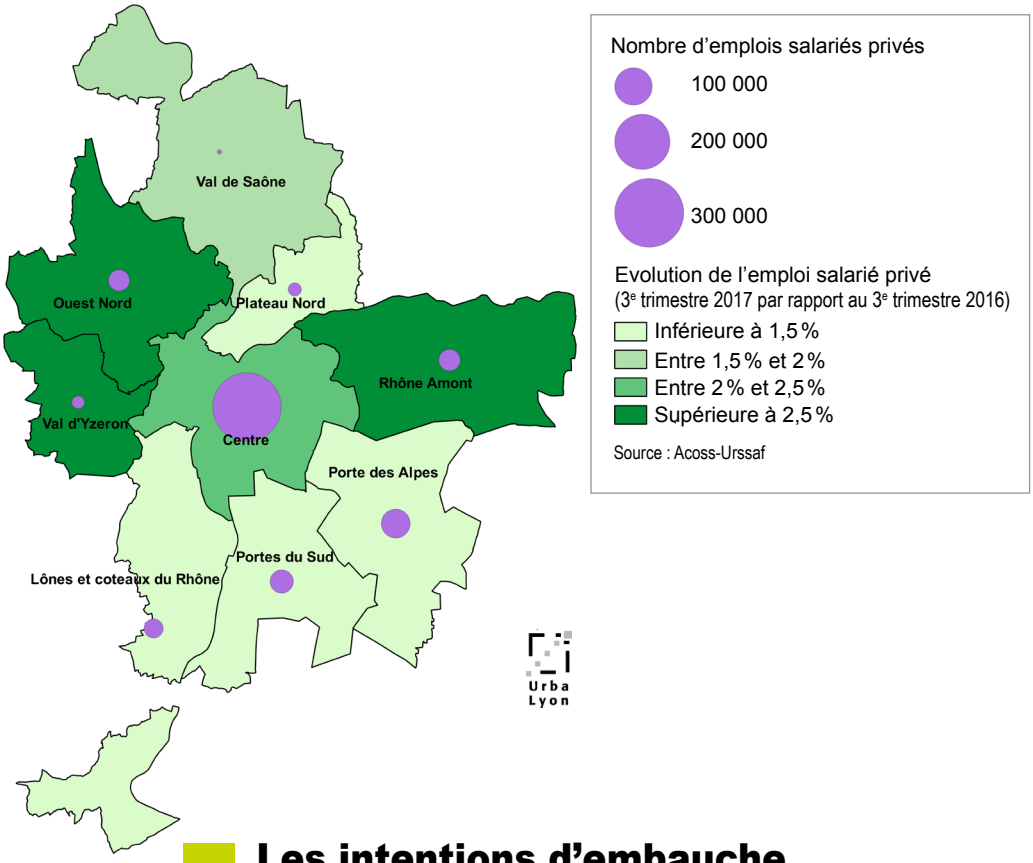
Les données à l'échelle de la Métropole de Lyon sont fournies par l'Urssaf Rhône-Alpes. Le champ est très proche de celui de l'Insee mais en diffère légèrement. Il couvre l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel, y compris les emplois marchands des secteurs principalement non marchands, mais pas l'emploi par les ménages de salariés à domicile.

Périmètre : Métropole de Lyon

L'Ouest sur une bonne tendance

Tous les territoires de la Métropole de Lyon progressent en emploi depuis un an. Le Centre (Lyon et Villeurbanne), qui concentre plus de la moitié des emplois salariés de la Métropole, est celui dont l'effectif croît le plus en volume sur un an (+7 200 emplois), avec de fortes progressions dans les services aux entreprises et les services aux particuliers. En termes d'évolution relative, ce sont Ouest Nord et Val d'Yzeron qui connaissent les augmentations les plus fortes (respectivement +3,5 % et +3,0 %). Les trois territoires du sud affichent une évolution moins rapide (inférieure à 1,5 % sur un an).

Les effectifs salariés dans la Métropole de Lyon au 3e trimestre 2017



Les intentions d'embauche

Définitions

Déclaration préalable à l'embauche (DPAE) : formalité obligatoire liée à l'embauche qui doit être effectuée par l'employeur dans les huit jours précédant l'embauche, quelles que soient la durée et la nature du contrat de travail (hors intérim).

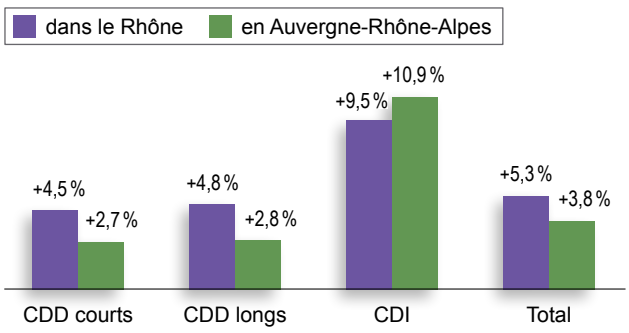
Périmètre : circonscription départementale du Rhône (Métropole et Rhône)

Les embauches en CDI toujours dynamiques

Sur les neuf premiers mois de l'année 2017, les intentions d'embauches des entreprises rhodaniennes augmentent globalement de 5,3 % par rapport à l'année précédente. L'augmentation est très forte pour les embauches en CDI (+9,5 %). Les CDI ne représentent que 15 % des recrutements. La majorité des recrutements sont en effet des CDD courts (moins d'un mois), en hausse de 4,5 %.

Il est à noter un certain ralentissement de la progression des embauches au troisième trimestre 2017, lié à une stagnation pour les CDD courts. Les embauches en CDI ne sont pas concernées par ce ralentissement.

Evolution des déclarations d'embauche sur les neuf premiers mois de 2017



Source : Acoss - Urssaf - Evolution entre le cumul des DPAE entre janvier et septembre 2016 et le cumul des DPAE entre janvier et septembre 2017

Des compétences parfois difficiles à trouver

Une enquête menée en octobre 2017 au niveau national par l'Insee indique qu'un tiers des entreprises, tous secteurs confondus, renoncent parfois à embaucher du fait de l'indisponibilité d'une main-d'œuvre compétente. Le bâtiment, gros œuvre et second œuvre, l'industrie automobile et le transport routier de marchandises signalent particulièrement ce frein.

Les implantations de l'Aderly en 2017

INVEST IN ONLY LYON

Des projets créateurs d'emplois

Au cours de l'année 2017, l'Aderly a accompagné l'implantation de 103 nouvelles entreprises en région lyonnaise. Si ce nombre est légèrement en baisse par rapport à l'année précédente (110 en 2016), le nombre d'emplois générés bat un nouveau record et affiche une progression de 6 %. Les 103 nouvelles entreprises prévoient en effet la création de 2 160 emplois à l'horizon de trois ans.

Les entreprises s'implantent majoritairement sur le territoire de la Métropole de Lyon (91 entreprises, dont 61 pour la seule ville de Lyon). Saint-Etienne Métropole a accueilli sept implantations.

Une nette hausse des implantations internationales

Le nombre d'implantations à capitaux étrangers est en hausse significative : 47 entreprises étrangères en 2017, contre 36 en 2016.

Pour la première fois le grand international dépasse l'Europe, avec 24 implantations. L'année 2017 a ainsi vu l'arrivée de huit entreprises venant des Etats-Unis, dont la société Arthrex qui projette la création de 90 emplois à trois ans, mais aussi de quatre entreprises japonaises et trois canadiennes. Les Etats-Unis redeviennent le premier pays investisseur dans la région lyonnaise.

Les implantations en provenance d'Europe sont également en hausse (23 nouvelles entreprises). L'Allemagne, le Royaume-Uni et la Suisse figurent en tête des pays européens investisseurs, avec quatre implantations chacun.

Le numérique, premier secteur d'implantation

Le numérique représente le plus grand nombre d'implantés en 2017, avec 37 nouvelles entreprises annonçant 830 créations d'emplois. Les activités sont variées : du centre d'expertise digitale (Michelin, 80 emplois) à la plateforme logistique (Amazon, 100 emplois) en passant par l'école de code informatique (Le Wagon, 5 emplois).

Les secteurs d'excellence de la Métropole de Lyon sont toujours bien présents : cleantechs (8 entreprises et 197 emplois) et sciences de la vie (13 entreprises et 237 emplois). L'installation d'une plateforme de test de produits Kosé, première implantation de ce type hors du Japon, est une reconnaissance de la spécificité lyonnaise en cosmétiques.

15 entreprises implantées relèvent du secteur de l'industrie, venant ainsi renforcer la position industrielle de Lyon (333 emplois à trois ans).

Le secteur des services et du tertiaire accueille le reste des implantations (30 entreprises et 563 emplois).

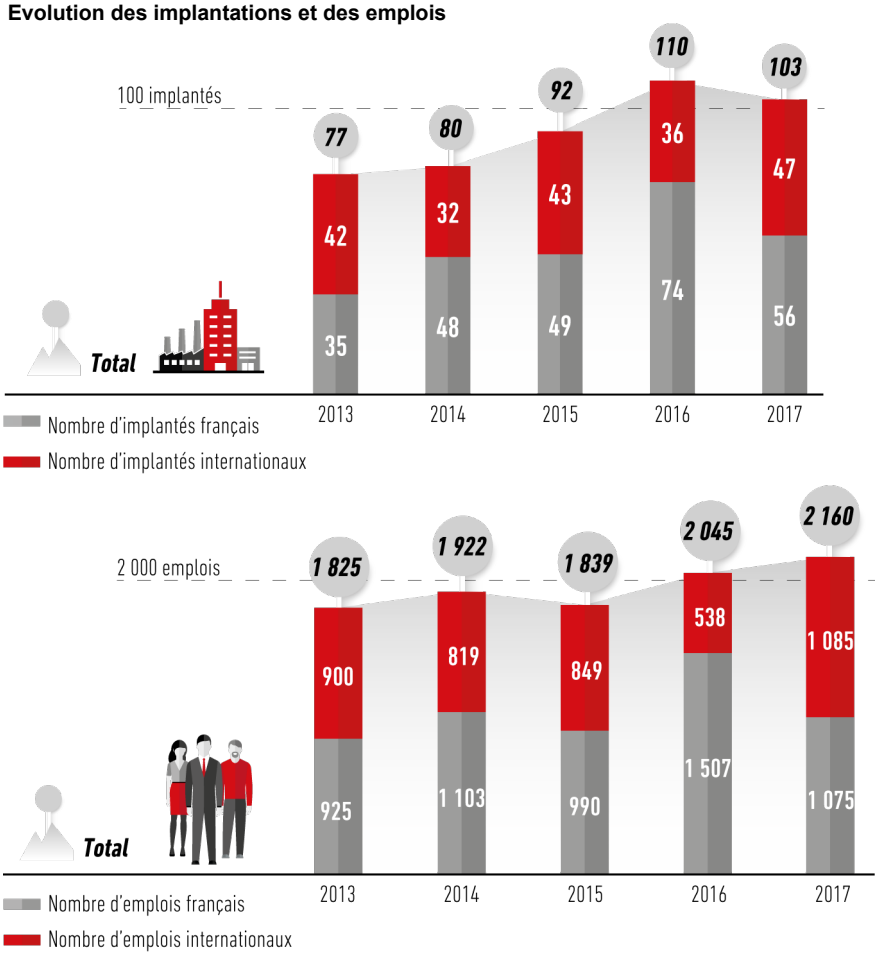
A propos de l'Aderly

L'Aderly est l'agence de développement économique chargée de prospecter et d'accompagner des entreprises dans leur projet d'investissement en région lyonnaise. Depuis sa création en 1974, elle a accompagné l'implantation de plus de 1 300 entreprises, dont 60 % à capitaux étrangers, et intervient aujourd'hui sur un territoire incluant la Métropole de Lyon, les EPCI de l'Ouest Lyonnais, le Parc Industriel de la Plaine de l'Ain, la Communauté d'Agglomération Porte de l'Isère, Vienne Condrieu Agglomération, et plus récemment à Saint-Etienne Métropole.

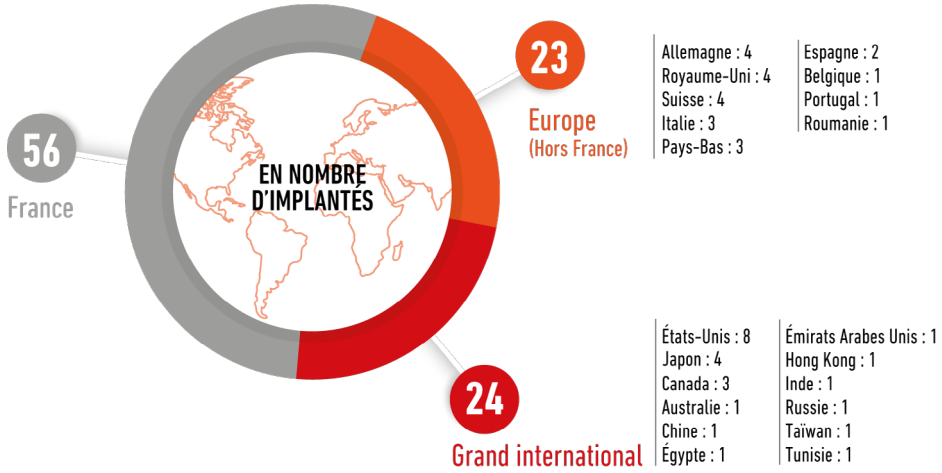
En savoir plus

Site internet : www.investinlyon.fr

Evolution des implantations et des emplois



Origine géographique des projets en 2017



Définitions

- **Les demandeurs d'emploi de catégorie A** sont des personnes sans emploi inscrites à Pôle Emploi, tenues d'être disponibles et d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.
- **Les demandeurs d'emploi de catégorie B et C** sont des personnes tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (cat. B : moins de 78 heures au cours du mois ; cat. C : plus de 78 heures au cours du mois).
- **Les demandeurs d'emploi de catégories D et E** sont soit non immédiatement disponibles (catégorie D : personnes en formation, en contrat de sécurisation professionnelle, en arrêt maladie…), soit en activité mais cherchant un autre emploi (catégorie E : créateurs d'entreprise, contrats aidés…).
- **Le taux de chômage** est le rapport (en %) entre une estimation du nombre de chômeurs et la population active estimée au lieu de résidence. La population active comprend les personnes occupant un emploi et les chômeurs.
- **Un chômeur de longue durée** est un actif au chômage depuis plus d'un an.

Périmètre : Métropole de Lyon

Le chômage de catégories ABC progresse de 3,7 % sur un an

Fin décembre 2017, sur le territoire de la Métropole de Lyon, parmi les personnes inscrites à Pôle emploi et tenues de rechercher un emploi, 79 080 sont sans emploi (catégorie A) et 48 505 exercent une activité réduite (catégories B, C), soit au total 127 585 personnes. Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories ABC augmente globalement de 3,7 % (+4 520 personnes), avec cependant des évolutions contrastées entre la catégorie A (qui progresse très légèrement de 0,9 % sur un an) et les catégories B et C (qui augmentent plus fortement de 8,6 %). En dix ans, entre 2007 et 2017, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories ABC a quasiment doublé, passant de 64 530 à 127 585 dans la Métropole de Lyon.

L'évolution du chômage est moins favorable dans la Métropole de Lyon que dans d'autres territoires de l'aire métropolitaine et que dans la région Auvergne-Rhône-Alpes plus globalement.

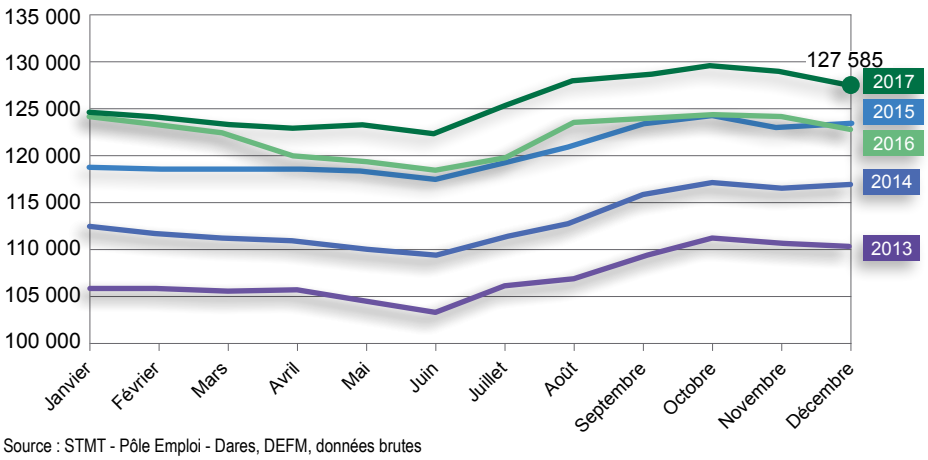
Les plus de 50 ans particulièrement touchés

Tous les types de publics sont concernés par la hausse du chômage en catégories ABC, à l'exception de la catégorie des « hommes de moins de 25 ans » dont le nombre recule de 1,8 %. Les plus fortes hausses concernent les personnes de 50 ans et plus (+7,5 %), les femmes (+5,7 %), les chômeurs de longue durée (+5,1 %) et les employés non qualifiés (+7,4 %).

Des offres d'emploi plus nombreuses

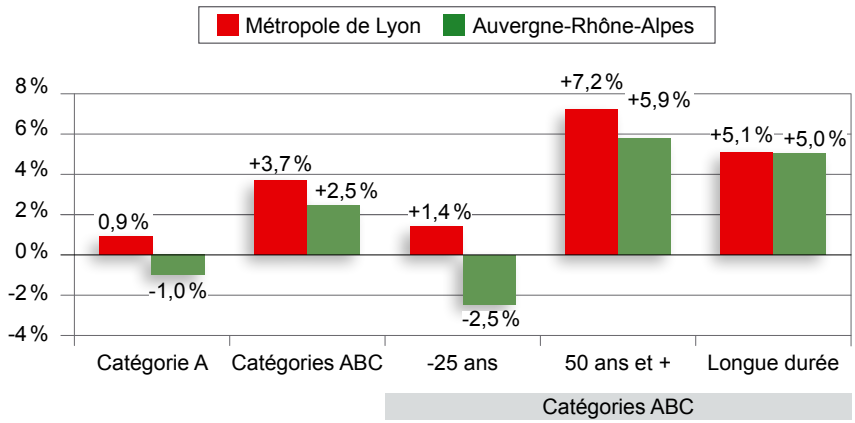
Pôle Emploi note une forte hausse des offres d'emploi collectées : +18 % sur un an. Les principaux métiers recherchés par les employeurs sont les services domestiques, l'assistance auprès d'adultes et l'assistance auprès d'enfants. Côté demandeurs d'emploi, les principaux métiers recherchés sont le nettoyage de locaux, l'assistance auprès d'enfants et le magasinage/préparation de commandes. Certains métiers se retrouvent en tension, comme les études et développement informatiques, avec 2 500 postes proposés pour 1 100 demandeurs d'emploi.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, B, C dans la Métropole de Lyon



Source : STMT - Pôle Emploi - Dares, DEFM, données brutes

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi en un an



Source : STMT - Pôle Emploi – Dares, DEFM, données brutes. Evolution entre décembre 2016 et décembre 2017

Dans l'aire métropolitaine lyonnaise

Données à fin décembre 2017	DEFM catégories ABC	Evolution sur un an
Métropole de Lyon	127 585	+3,7 %
Saint-Etienne Métropole	39 062	+2,5 %
Conseil départemental du Rhône	29 072	+3,2 %
CAPI	10 246	+1,3 %
Viennagglo	5 597	+1,5 %

Source : STMT - Pôle Emploi - Dares, DEFM, données brutes. Evolution entre décembre 2016 et décembre 2017

Taux de chômage : une baisse générale

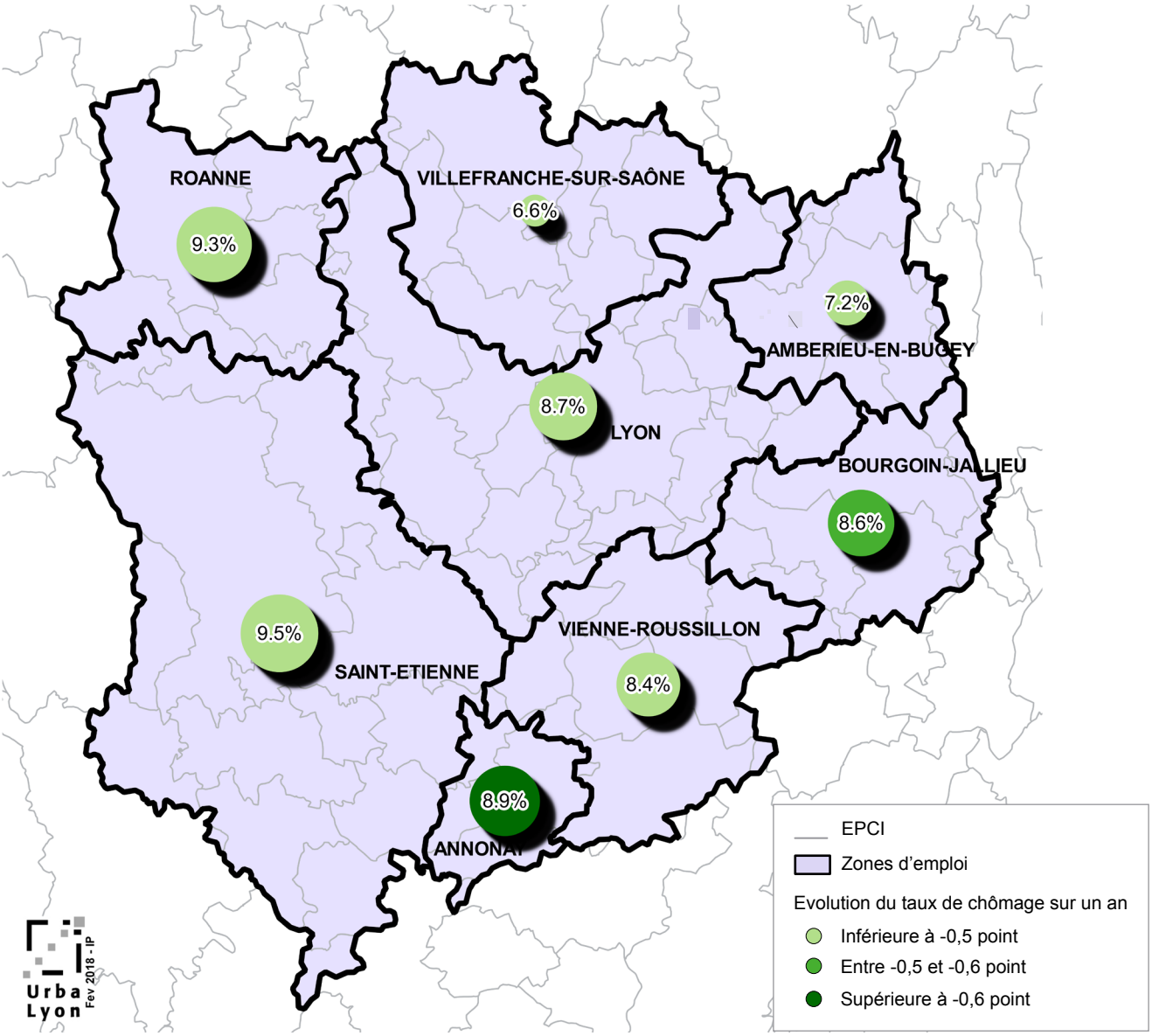
Le taux de chômage de la Métropole de Lyon au troisième trimestre 2017 s'établit à 9,4 % de la population active, en baisse de 0,2 point en un an. Il est de 9,4 % en France métropolitaine et de 8,4 % dans la région Auvergne-Rhône-Alpes, en baisse de 0,3 point en un an.

Dans l'aire métropolitaine lyonnaise

L'aire métropolitaine lyonnaise est composée de huit zones d'emploi, avec d'importantes disparités de taux de chômage, allant de 6,6 % dans la zone d'emploi de Villefranche-sur-Saône à 9,5 % dans celle de Saint-Etienne au troisième trimestre 2017.

Sur un an, toutes les zones d'emploi de l'aire métropolitaine lyonnaise enregistrent une baisse de leur taux de chômage. Les plus fortes diminutions se situent dans les zones d'emploi d'Annonay et de Bourgoin-Jallieu.

Taux de chômage par zone d'emploi au 3e trimestre 2017
et évolution par rapport au 3e trimestre 2016



Source : Insee, moyenne trimestrielle CVS, données 2017 provisoires

Le revenu de solidarité active (RSA)

Définitions

Le revenu de solidarité active (RSA) est une allocation qui complète les ressources initiales du foyer pour qu'elles atteignent le niveau d'un revenu garanti. Celui-ci est calculé comme la somme d'un montant forfaitaire (qui varie selon la composition du foyer et le nombre d'enfant(s) à charge) et d'une fraction des revenus professionnels des membres du foyer (fixée par décret à 62 %). Si les ressources initiales du foyer sont inférieures au montant forfaitaire, la différence s'appelle le RSA socle. Le complément de revenu d'activité éventuel, égal à 62% des revenus d'activité, s'appelle le RSA activité. Selon le niveau de ressources du foyer par rapport au montant forfaitaire et la présence ou non de revenus d'activité, un foyer peut percevoir une seule composante du RSA ou les deux. (Source : Insee)

Périmètre : Métropole de Lyon

Foyers bénéficiaires de droits versables RSA et/ou prime d'activité, fin septembre 2017 dans la Métropole de Lyon

92 463 foyers bénéficiaires du RSA et/ou de la prime d'activité (15,2 % des ménages)

31 061 bénéficiaires de droits versables RSA seul
(5,1 % des ménages)

7 468 bénéficiaires du RSA et de la prime d'activité
(1,2 % des ménages)

53 934 bénéficiaires de la prime d'activité seule
(8,8 % des ménages)

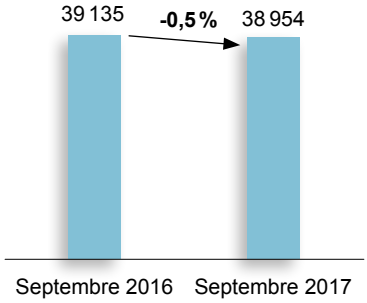
Un léger recul du nombre de foyers bénéficiant du RSA

La baisse du nombre de foyers allocataires du RSA se poursuit en septembre 2017, avec -0,5 % d'allocataires en un an, soit moins de 39 000 foyers bénéficiant d'un droit payable et 81 000 personnes couvertes. Par rapport à l'année précédente, moins de ménages perçoivent le RSA seul (-1,9 %). Cependant ils sont plus nombreux à toucher le RSA avec la prime d'activité (+6,4 %) ou la prime d'activité seule (+8,9 %). Ces foyers bénéficieraient donc d'une reprise d'activité progressive.

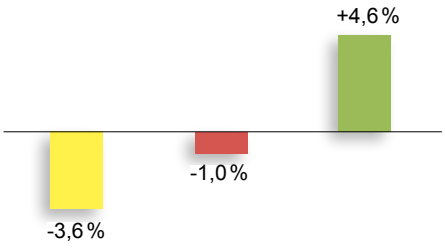
Une reprise d'emploi des seniors plus difficile

Les personnes de plus de 50 ans ne sont pas concernées par la légère baisse du nombre de bénéficiaires du RSA. Leur nombre continue d'augmenter de 4,6 % en un an. Ce sont les jeunes de moins de 30 ans, qui représentent près d'un quart des bénéficiaires, qui sortent davantage du dispositif RSA, avec une baisse de 3,6 % par rapport à septembre 2016. La reprise d'emploi reste plus facile pour ces profils.

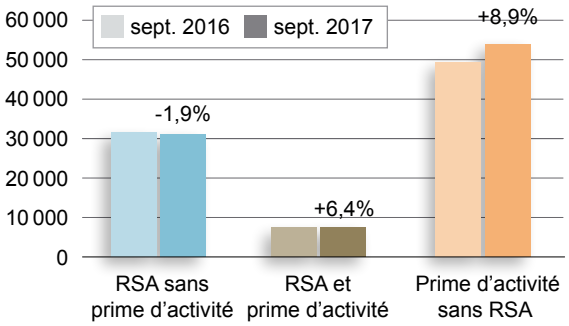
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA
dans la Métropole de Lyon



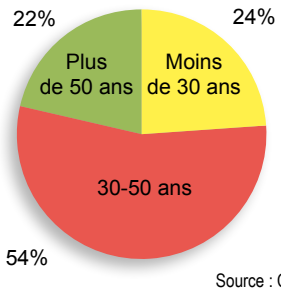
Evolution du nombre de bénéficiaires
selon l'âge par rapport à l'année précédente (septembre 2017)



Nombre de foyers bénéficiaires par type de prestations
dans la Métropole de Lyon



Répartition des tranches d'âge des bénéficiaires du RSA (septembre 2017)



Source : Caf du Rhône

Les difficultés des entreprises

Les procédures collectives

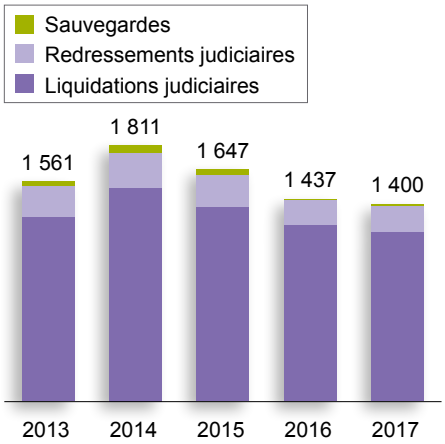
Le nombre de défaillances au plus bas depuis 2008

Au cours de l'année 2017, 1 400 ouvertures de défaillances ont été prononcées par le Tribunal de commerce de Lyon, en recul de 3 % par rapport à l'année 2016. C'est le chiffre le plus faible depuis 2008. Le nombre de salariés concernés diminue un peu plus fortement (-9 %) pour s'établir à 3 196. L'amélioration durable de la conjoncture a un réel impact sur la santé des entreprises et notamment sur leur trésorerie.

Les évolutions sont cependant contrastées selon les secteurs d'activité. La baisse des défaillances est particulièrement nette dans la construction (-16 %), dans l'industrie (-24 %) et dans les activités spécialisées, scientifiques et techniques (-8 %). Le secteur de la construction ne pèse plus que 19 % des défaillances en 2017 (26 % en 2014). En revanche, les défaillances ont progressé en 2017 dans le transport et notamment les taxis (+54 %), l'hébergement-restauration (+8 %) et les activités administratives et de soutien (+21 %). Le nombre de défaillances dans le commerce est stable et représente encore 24 % du total des procédures.

En 2017 comme en 2016, 71 % des entreprises concernées n'ont aucun salarié.

Evolution des procédures collectives



Source : Tribunal de commerce de Lyon

Prévention et procédures collectives au Tribunal de commerce de Lyon
(en nombre d'entreprises, y compris les micro-entrepreneurs)

	2017	2016
Prévention		
Mandats ad hoc	55	30
Conciliations	119	102
Total des procédures		
Sauvegardes	16	20
Redressements judiciaires	186	180
Liquidations judiciaires	1 237	1 198
Salariés concernés	*3 196*	*3 513*

Source : Tribunal de commerce de Lyon

Définitions

Une défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire (y compris rétablissements professionnels mais hors résolutions de plans). Ces procédures interviennent lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement.

Deux procédures préventives sont à la disposition des entreprises qui connaissent des difficultés de nature à compromettre la continuité de leur exploitation : le **mandat ad hoc** et la **conciliation**, dites procédures de règlement amiable des difficultés des entreprises.

Périmètre : ressort du Tribunal de commerce de Lyon

Les difficultés de paiement

Les entreprises demandent moins de délais de paiement

Entre septembre et novembre 2017, 630 entreprises du Rhône se sont vu accorder un délai de paiement de la part de l'Urssaf, pour un montant moyen de 10 285 euros. Ce nombre est en très forte baisse par rapport à la même période en 2016 (-33 %), signe de l'amélioration des trésoreries des entreprises. Tous les secteurs d'activité sont concernés par cette baisse, en particulier l'hébergement-restauration et le commerce.

Suivi des délais de paiement accordés par l'Urssaf dans le Rhône

Données sur trois mois glissants (septembre à novembre 2017)	Nombre	Evolution *	Montant en k€	Evolution *	Montant moyen en €
Industrie	76	-16,5 %	839,1	-33,4 %	11 041
Construction	78	-23,5 %	625,3	-6,6 %	8 017
Commerce	121	-28,0 %	719,5	-34,3 %	5 947
Hébergement - restauration	90	-39,6 %	673,0	-42,2 %	7 478
Autres services	265	-38,4 %	3 622,4	-12,6 %	13 670
Total	630	-33,0 %	6 479,4	-22,2 %	10 285

Source : Acoss - Urssaf

* Evolution sur 3 mois glissants (septembre à novembre 2017) par rapport à la même période de l'année précédente (septembre à novembre 2016).

Définition

En cas de difficultés de paiement, les entreprises peuvent demander aux Urssaf de leur accorder un délai pour s'acquitter de leurs cotisations. La réglementation détermine si ces demandes sont recevables et dans l'affirmative, permet à l'Urssaf, en fonction de la situation de l'entreprise, de décider de l'accord du délai.

Périmètre : circonscription départementale du Rhône (Métropole et Rhône)

L'immobilier d'entreprise

Définition

L'observatoire du Cecim (Centre d'études de la conjoncture immobilière de la région lyonnaise) publie tous les trimestres une analyse globale du marché de l'immobilier d'entreprise : ventes et locations, ancien ou neuf, à utilisateur ou investisseur, par type de locaux (bureaux, activité, logistique).

Périmètre : région lyonnaise (périmètre d'étude du Cecim)

L'immobilier d'entreprise se porte bien

Les résultats de l'année 2017 confirment la solidité du marché de l'immobilier d'entreprise de la région lyonnaise.

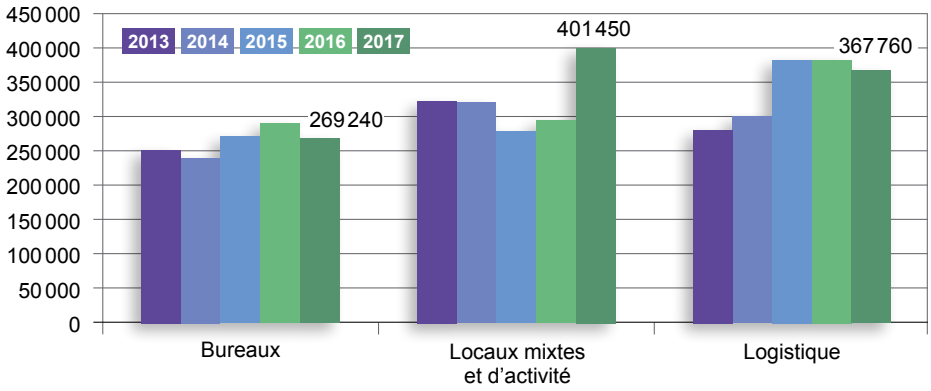
Le marché des bureaux enregistre en 2017 un très bon niveau de transactions

Après une année 2016 record, le résultat 2017 est supérieur à la moyenne annuelle depuis dix ans (241 000 m²), avec 269 240 m² placés. Les bureaux neufs représentent la moitié du total. La géographie du marché est assez classique, avec en tête le quartier de la Part-Dieu (16 % des surfaces), suivi de Gerland (12 %) et du secteur Presqu'ile/ Confluence (11 %). L'offre disponible à moins de six mois recule fortement, ce qui entraîne une certaine raréfaction des possibilités dans certains secteurs géographiques.

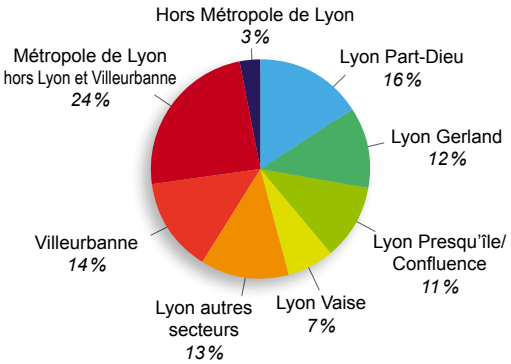
Le marché des locaux d'activité réalise une performance exceptionnelle

401 450 m² ont été placés en 2017, ce qui est largement supérieur à la moyenne annuelle enregistrée depuis dix ans (301 000 m²). Les surfaces placées sont en hausse de 36 % par rapport à 2016, le nombre de transactions de 7 %. Les locaux neufs représentent, comme l'année précédente, 19 % de la demande placée. La couronne Est de la Métropole de Lyon reste le premier territoire d'accueil des locaux industriels (41 % des surfaces placées), alors que Val de Saône enregistre une forte progression pour atteindre 14 % des surfaces placées. L'offre disponible se stabilise autour de 700 000 m² (dont 90 000 m² de locaux neufs), ce qui correspond à 20 mois de transactions. Les professionnels de l'immobilier alertent sur le manque de foncier et de locaux de bonne qualité en première et deuxième couronne, qui tire les prix à la hausse et oblige certaines entreprises à s'installer au-delà.

Immobilier d'entreprise en région lyonnaise : demande placée (en m²)



Bureaux : répartition de la demande placée en 2017 par secteur géographique



Le marché des locaux logistiques est quasiment stable depuis trois ans

367 760 m² ont été placés en 2017, dont 61 % de locaux neufs. Avec 9 % des surfaces en 2017, la région lyonnaise reste le deuxième marché national après l'Ile-de-France, qui accueille à elle seule 46 % de la demande placée. Au sein de la région lyonnaise, la part de la Métropole de Lyon reste identique (19 %), mais il est à noter que les trois premières transactions en termes de taille ont été réalisées sur des territoires relativement inhabituels pour des implantations logistiques : Belleville-sur-Saône (60 200 m²), Pont-d'Ain (42 700 m²) et Les Olmes (24 300 m²). Le manque de foncier pour les opérations de grande taille contraint les chargeurs à s'éloigner de Lyon.

Zooms sectoriels

Sélection d'événements concernant les établissements de l'aire urbaine de Lyon et conjoncture sectorielle, du 15 juillet 2017 au 31 janvier 2018

Pharmacie et sciences de la vie

La production progresse, les levées de fonds sont nombreuses

Après un premier semestre 2017 peu dynamique, la production de l'industrie pharmaceutique régionale s'est redressée nettement au deuxième semestre. Les carnets de commande se sont étoffés, d'abord sur le marché national puis à l'export, offrant une bonne visibilité pour les mois à venir et des perspectives bien orientées. Des recrutements pourraient avoir lieu. Les levées de fonds ont été nombreuses, comme au semestre précédent.

Au niveau national, les industriels du médicament regrettent les choix publics en matière de santé. Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2018 renforce la contribution des laboratoires aux économies prévues (1,8 milliard d'euros pour les laboratoires, soit 140 millions de plus qu'en 2017) et ne simplifie pas l'accès au marché.

Biom'up	Levée de 38 M€ sur Euronext Paris et développement aux USA. *Dispositifs médicaux*
Boehringer Ingelheim	Inauguration du nouveau siège France à Lyon Gerland, 700 salariés. *Santé animale*
Erytech	Introduction en bourse sur le Nasdaq aux Etats-Unis. *Biopharmacie*
Fab'entech	Accord avec Delpharm pour rejoindre son site de Lyon Gerland. *Biopharmacie*
Merck Santé	Projet d'extension de l'usine de Meyzieu. *Pharmacie*
Sanofi Pasteur	Inquiétudes sur l'avenir du site de Neuville-sur-Saône suite aux difficultés du vaccin contre la dengue. *Vaccins*
Theranexus	Levée de 20,4 M€ sur Euronext Growth. *Biopharmacie*

Mode et textile

Une activité en dents de scie

La production des entreprises régionales du textile et de l'habillement peine à se stabiliser et enregistre de nombreux à-coups au cours des derniers mois, selon la Banque de France. L'activité s'est ainsi tassée fortement en janvier, du fait d'un manque de vigueur des prises de commande. Une amélioration est cependant espérée par les industriels. Quelques investissements ont lieu au niveau local, notamment dans les textiles techniques.

Au niveau national, l'Insee indique en janvier une amélioration du climat des affaires dans le secteur du textile et de l'habillement.

Mathelin	Investissement dans une nouvelle machine et recrutements. *Apprêts et teintures*
Nathalie Chaize	Fermeture du site de Champagne-au-Mont-d'Or, nouvelle boutique à Lyon 6e et diversification. *Prêt-à-porter*
Serge Ferrari	Projet d'agrandissement de l'usine de Saint-Jean-de-Soudain ; 30 M€ prévus. *Textiles composites*
Soieries Roger Cheval	Label Entreprise du patrimoine vivant. *Soieries sur cadre*
Standard Textile	Acquisition de Ventron Confection dans les Vosges. *Textiles professionnels*
Texinov	Création d'un pansement intelligent dans le cadre de l'appel à projets Route du futur ; 1,4 M€ investi. *Textile technique*

Systèmes de transport

Les immatriculations en hausse, la production aussi

La production de matériels de transport a repris de la vigueur depuis septembre dernier. En Auvergne-Rhône-Alpes, les entreprises interrogées par la Banque de France font état d'une activité soutenue, dans tous les segments : la fabrication de véhicules, la carrosserie et les remorques, et dans une moindre mesure la fabrication d'équipements automobiles. Les carnets de commande se remplissent et permettent d'envisager la poursuite de cette tendance favorable. L'association LUTB-RRAAC (qui réunit le pôle de compétitivité LUTB Transport & Mobility Systems et l'Auvergne-Rhône-Alpes Automotive Cluster) poursuit ses missions et change de nom pour devenir CARA, European Cluster for Mobility Solutions.

Au niveau national, le marché des voitures particulières neuves est en hausse de près de 5 %, avec 2 110 750 immatriculations en 2017. Le marché du véhicule industriel de plus de 5 tonnes progresse quant à lui de 7 %, avec 50 434 immatriculations en 2017. Le marché de la carrosserie est également au beau fixe et enregistre sa meilleure année depuis 2009.

Courb	Redressement judiciaire, 18 postes sur 34 supprimés à Saint-Priest. *Voitures électriques*
IRT SystemX	Ouverture d'une antenne à Villeurbanne. *Ingénierie numérique des systèmes du futur*
Plastic Omnium	20 M€ investis dans la modernisation et l'agrandissement du centre de R&D de Sainte-Julie (01). *Pièces de carrosserie*

Construction électrique, mécanique et métallurgie

Le climat des affaires est bien orienté

Dans l'industrie mécanique, le rythme de croissance de la production se confirme au fil des mois. Selon les données provisoires du baromètre FIM, l'activité des industries mécaniques progresse de +2,8 % en volume au mois de décembre 2017 au niveau national. Le volume des carnets des constructeurs reste à l'équilibre et les prises d'ordres sur le marché national sont plus dynamiques comparées à celles liées à l'exportation.

Au niveau local, les carnets de commande sont jugés de bon niveau et l'activité attendue en hausse dans les prochains mois, avec parfois des recrutements prévus. L'augmentation du prix des matières premières est partiellement répercutée sur les prix.

Bérard	Extension de son site de Brignais pour fabriquer de nouveaux produits. *Tôlerie industrielle*
Crown	Annonce de la fermeture de l'usine de Vourles, avec 63 salariés. *Emballage métallique*
Defiluxe	Nouveaux locaux à Ambérieu-en-Bugey (01), 2,1 M€ investis. *Pièces métalliques de haute précision*
Elistair	Levée de 2 M€ pour accélérer son développement international. *Drones filaires*
Reel	Acquisition de la branche énergie du Lyonnais NFM Technologies. *Systèmes de manutention*
Saint Jean Industries	Financement de 45 M€ de la Banque européenne d'investissement pour soutenir ses innovations. *Fonderie*

Chimie et plasturgie

Des carnets de commande qui se renforcent

Les industriels de la chimie interrogés par la Banque de France en Auvergne-Rhône-Alpes indiquent un ralentissement de la production depuis trois mois, du fait d'une moindre demande tant étrangère que domestique. L'activité devrait cependant se maintenir, les carnets de commande étant bien garnis. Dans la plasturgie, la production est en repli en début d'année mais les carnets de commande se renforcent.

Au niveau national, l'UIC dresse un bilan très favorable pour la chimie en France en 2017, grâce à une demande soutenue tant sur le marché intérieur qu'extérieur. La production chimique a affiché une hausse de 3,8 % en volume sur les neuf premiers mois de l'année 2017 par rapport à la même période de 2016. Bilan également très favorable pour la plasturgie, qui retrouve son plus haut niveau historique avec un chiffre d'affaires de 30,2 milliards d'euros, quasiment identique à celui de 2007, selon la Fédération de la plasturgie et des composites. Le chiffre d'affaires a crû de 2,8 % par an en moyenne depuis trois ans.

Bayer CropScience	Inauguration d'un centre d'innovation ouverte à Lyon-La Dargoire ; 2 M€ investis. *Produits phytosanitaires*
Finorga / Novasep	4 M€ investis dans de nouvelles capacités de production à Chasse-sur-Rhône. *Chimie fine pour la pharmacie*
Laboratoires Sicobel	Transfert de Dardilly à Chasse-sur-Rhône au sein du groupe Condat ; 7 M€ investis. *Cosmétiques*
Plastic Omnium	Mise en vente de la division environnement (6 usines en Europe, 1 centre R&D à Saint-Priest). *Conteneurs à déchets*
SBM Développement	Acquisition d'un site de production de Bayer au Texas (USA). *Protection des plantes*
Solvay	Cession de l'activité polyamides à BASF, dont l'usine de Saint-Fons Belle-Etoile (600 salariés). *Chimie*

Environnement et énergie

Des évolutions pour répondre aux enjeux de l'économie circulaire

Depuis l'automne 2017, des travaux déterminants pour l'avenir des métiers de l'environnement sont en cours d'élaboration : feuille de route économie circulaire lancée par le gouvernement, plans territoriaux déchets, travaux européens du Paquet Economie Circulaire. Pour mieux y répondre, la Fnade et Federec, les deux organisations professionnelles des industries de l'environnement, se sont regroupées au sein de la Confédération des métiers de l'environnement (CME).

Au quatrième trimestre 2017, la production d'énergie primaire en France s'établit au même niveau qu'au quatrième trimestre 2016, selon le Commissariat au développement durable. La production nucléaire recule légèrement en raison de la faible disponibilité du parc au début de l'automne, tandis que les productions éolienne et solaire photovoltaïque sont en forte hausse. La production hydraulique augmente modérément.

2017 a vu une hausse record des raccordements d'installations de production d'électricité renouvelable en France, les filières éolienne et solaire comptant respectivement pour 65 % et 32 % des volumes installés.

Biomae	Transfert de Villeurbanne à Château-Gaillard (01) et recrutements. *Diagnostic de l'eau*
Engie	Inauguration à Saint-Fons de la plateforme Gaya de production de biométhane à partir de biomasse sèche ; 60 M€ investis (41 M€ par Engie)
Primagaz	Renforcement de son site de Cailloux-sur-Fontaine et recrutements. *Fournisseur de gaz*
Suez Environnement	Installation à Caluire-et-Cuire du premier centre de pilotage intelligent pour la gestion et la valorisation des déchets, Valovisio

Bâtiment et travaux publics

Le redressement se confirme

L'enquête de la Banque de France auprès des entreprises confirme le redressement de l'activité amorcé en 2016. Les prévisions des entreprises sont favorables, grâce à des carnets de commande bien étoffés, notamment dans les activités de second œuvre. Dans les travaux publics, la demande publique se redresse et les perspectives pour le début de l'année sont positives, donnant lieu à des recrutements ou au recours à l'intérim. Les tensions sur les prix restent cependant persistantes.

La FFB confirme la reprise de l'activité dans le bâtiment à l'échelle nationale, avec une accélération en 2017, l'activité ayant crû de 4,7 % en volume. Les prévisions pour 2018 tablent sur une nouvelle hausse de l'activité de 2,4 % en volume, soit un rythme de progression divisé par deux. La FFB souligne que, faute de redressement des prix, les marges des entreprises restent très faibles et les entreprises elles-mêmes, encore fragiles.

2017 se clôture sous le signe de la sortie de crise pour les travaux publics, sur le front de l'activité mais aussi de l'emploi. Les carnets de commandes sont au plus haut depuis 2007. Selon la FNTP, la reprise devrait se consolider en 2018.

Altivec	Croissance externe ; acquisition du Lyonnais Atena. *Chauffage et climatisation*
AST Groupe	Acquisition du groupe DPLE en Ile-de-France. *Construction de maisons individuelles*
TGL Group	Acquisition du Francilien TBI, avec 213 salariés. *Immobilier et construction*

Informatique et numérique

Des perspectives très favorables

Très dynamique depuis plusieurs années, le secteur de l'informatique et du traitement de données enregistre encore une hausse régulière de la demande au cours de l'année 2017. Les entreprises interrogées par la Banque de France indiquent des carnets largement remplis, une visibilité confortable, des perspectives très favorables mais aussi des difficultés persistantes de recrutement.

Ce dynamisme est confirmé par les analyses de Syntec Numérique, qui a relevé ses prévisions de croissance pour le secteur au niveau national : + 3,4 % en 2017, puis +3,6 % en 2018. Le conseil en technologie est particulièrement porteur.

Cegid	Acquisition du groupe roubaisien Cylande, 340 salariés. *Logiciels*
Cybercité	Acquisition de Ouest Online à Rennes. *Marketing digital*
Digital Virgo	Acquisition de Rentabiliweb, présent dans 40 pays. *Contenus internet et micropaiement*
Esker	Acquisition de son site de Décines et projet d'agrandissement. *Dématérialisation de documents*
Ivory Tower	Nouveaux locaux à Villeurbanne et recrutements. *Jeux vidéo*
Michelin	Création d'un centre d'expertise digitale à Lyon Part-Dieu. *Pneumatiques*
Visiativ	Augmentation de capital de 15,1 M€. *Logiciels et solutions collaboratives*

Tourisme, culture, loisirs

L'embellie est très nette, à Lyon comme au niveau national

Le bilan touristique 2017 se révèle très favorable pour la région lyonnaise, selon les données publiées par OnlyLyon Tourisme. Comme au niveau national, l'activité hôtelière enregistre une bonne année, tant pour le volume de nuitées (qui progresse de 4 % par rapport à 2016) que pour le taux d'occupation (qui atteint une moyenne annuelle de 70 %, contre 68 % l'an passé). Le deuxième semestre a été très positif pour l'hôtellerie lyonnaise, avec un certain nombre de salons et congrès soutenant l'activité, y compris le mois d'août qui devient un mois clé de l'année et affiche une fréquentation record en 2017. Les Aéroports de Lyon ont enregistré une hausse de fréquentation régulière et dépassent le cap des 10 millions de passagers au global en 2017. Malgré quelques mois un peu décevants, la fréquentation dans les musées est en hausse par rapport à 2016 et les entrées dans les attractions touristiques progressent fortement (+8 %).

Aéroport Lyon - Saint Exupéry	Inauguration du nouveau Terminal 1 ; 215 M€ investis depuis 2011
GL Events	38 M€ investis dans la restructuration du Matmut Stadium à Gerland. 16,5 M€ investis pour agrandir Eurexpo. *Evénementiel*
Mob Hôtel	Ouverture d'un hôtel de 99 chambres à Lyon Confluence
Musée des tissus	Cession des bâtiments à la Région Auvergne-Rhône-Alpes et projet de rénovation de 30 M€
Ollfin	10 M€ investis dans la construction d'un hôtel 4 étoiles à Vienne (38)
VNF	Création d'un nouvel appontement mixte à Lyon Confluence ; 1,5 M€ investi
Zoo de Lyon	3,6 M€ investis d'ici 2020 dans le projet « Forêts d'Asie » pour accueillir des espèces animales menacées

Logistique et services de transport

La reprise de l'activité se confirme

L'activité du transport routier de marchandises s'inscrit dans une tendance de reprise depuis le milieu de l'année 2016, après plusieurs années de recul. En Auvergne-Rhône-Alpes, les entreprises travaillant pour l'industrie bénéficient d'un bon courant d'affaires en ce début d'année. C'est un peu moins vrai pour celles travaillant pour la distribution. Les difficultés de recrutement sont réelles.

La région lyonnaise reste attractive pour les implantations logistiques, malgré le manque de foncier.

Action	Construction d'une base logistique de 60 000 m² à Belleville-sur-Saône pour le groupe hollandais
Amazon	Ouverture d'un centre de distribution de colis de 6 100 m² à Saint-Priest. *E-commerce*
Cremlog	Nouvelle plateforme logistique à température dirigée de 15 000 m² à Saint-Priest ; 20 M€ investis. *Produits alimentaires*
Ïdkids. Community	Ouverture d'un centre logistique de 18 000 m² à Dagneux (01) pour desservir le sud de l'Europe. 1,2 M€ investi, 40 à 50 emplois créés
Vente-privée	Ouverture d'un 2e centre logistique à La Boisse (01) et recrutement de 200 CDI. *Vente en ligne*
Warning	Doublement de taille suite à l'acquisition du Francilien NRJ Transport & Logistics. *Messagerie*

Commerce de gros

Un léger fléchissement du climat des affaires

Selon les chefs d'entreprise interrogés en janvier 2018 par l'Insee, le climat des affaires fléchit dans le commerce de gros en France. L'indicateur qui le synthétise perd cinq points par rapport à la dernière enquête en novembre 2017, mais reste cependant au-dessus de sa moyenne de long terme, qu'il dépasse depuis janvier 2017. Les perspectives générales d'activité restent favorables pour les prochains mois, même si les grossistes sont plus nombreux qu'en novembre à prévoir une baisse de leurs commandes à passer et à livrer.

Alcyon	Acquisition d'un terrain sur le Technopoarc Rhône Saône Vallée à Civrieux (01) pour y transférer son site de Miribel (01). *Produits vétérinaires*
Endress+Hauser et Kaiser Optical Systems	4,9 M€ investis dans un nouveau campus à Saint-Priest, regroupant deux sites de Bron et Ecully. *Instrumentation industrielle*
Eurofor Group	Acquisition de l'activité de fabrication de foreuses de Reichdrill aux USA, pour 6 M$. *Matériels de forage et démolition*
Quaron	4 M€ investis dans la modernisation et la mise aux normes de son site d'Arnas. *Produits chimiques*
Robopolis	Rachat par l'Américain iRobot. *Robots domestiques*
Sinotec Coll'Equip	Nouveau siège et entrepôt à Meyzieu. *Matériel pour l'événementiel et les collectivités*

Services financiers et assurance

Les activités de banque de détail en retrait

Au premier semestre 2017, les revenus des grandes banques françaises ont résisté et même progressé de 5,4 % par rapport au premier semestre 2016, selon l'ACPR. Les activités de banque de détail ne profitent pas de cette hausse, du fait de leur sensibilité au bas niveau des taux. Les activités d'assurance, de gestion d'actifs, de banque privée sont nettement plus dynamiques (+7,4 %), de même que les activités de banque de financement et d'investissement (+9,4 %).

BNP Paribas Real Estate	Regroupement de ses équipes à Lyon-Part-Dieu (70 personnes). *Services immobiliers*
Crédit agricole Centre-Est	70 M€ investis d'ici 2022 dans la rénovation de son campus de Champagne-au-Mont-d'Or (29 000 m² et 1 500 salariés). *Banque*
Société générale	Création d'une agence dédiée aux professionnels (libéraux, commerçants et artisans) à Lyon 2. *Banque*

Autres services marchands

Un ralentissement de l'activité mais des perspectives favorables

Au niveau national comme au niveau régional, un fléchissement de l'activité est enregistré dans le secteur des services en janvier 2018, notamment dans l'ingénierie et les études techniques. Le climat des affaires reste cependant nettement au-dessus de son niveau moyen de longue période. Les prévisions sont orientées à la hausse pour l'ensemble des secteurs, notamment le travail temporaire qui enregistre une demande soutenue. Des difficultés de recrutement continuent à freiner l'activité de certaines entreprises.

Cap Ingelec	Transfert de la direction régionale de Rillieux-la-Pape à Neyron (01) ; 25 salariés. *Ingénierie*
Fiducial FPSG	Ouverture d'un centre de formation à Meyzieu. *Sécurité incendie et sûreté*
Fill Up Media	Levée de 5,6 M€ pour poursuivre son développement national. *Affichage digital sur distributeurs de carburant et régie publicitaire*
ForCity	Levée de 8 M€ pour accélérer son développement. *Solution de simulation*
Groupe IGS	Nouveau bâtiment de 7 600 m² sur le campus de Lyon Vaise ; 28 M€ investis. *Formation supérieure privée*

Commerce de détail

Le climat des affaires demeure bien orienté

Selon les chefs d'entreprise du commerce de détail et du commerce automobile interrogés par l'Insee, le climat des affaires demeure favorable en janvier 2018 au niveau national. L'indicateur qui le synthétise est stable, largement supérieur à sa moyenne de longue période, qu'il atteint ou dépasse depuis février 2015.

Les ventes du commerce de détail sur les trois derniers mois (novembre 2017 à janvier 2018) sont en léger recul (-0,3 %) pour les produits alimentaires et industriels, selon l'enquête de la Banque de France. La baisse des ventes d'électronique grand public et de l'hygiène parfumerie n'est pas totalement compensée par la hausse du bricolage et de l'automobile.

C&A	Fermeture du magasin de Lyon-Confluence (2 500 m²). *Habillement*
CGDPL	Nouveau siège social et entrepôt à Limas. *Pièces détachées pour véhicules industriels et bus*
Cité des antiquaires	Fermeture du site à Villeurbanne. *Antiquités*
LDLC	Nouveau siège social à Limonest ; 22 M€ investis, 350 salariés. *Matériel informatique*
MDA	Triplement de taille avec l'acquisition du Toulousain GPdis. *Electroménager discount*
Potager City	Levée de 7,5 M€ pour se déployer en France. *Fruits et légumes*
Saint Genis 2	Travaux de rénovation et d'agrandissement du centre commercial à Saint-Genis-Laval ; 45 M€ investis
Quartier Carnot-Grôlée	Nouvelles enseignes : Uniqlo, Miliboo, La Redoute Intérieurs, Flying Tiger…

Agroalimentaire

Une conjoncture porteuse

Les industriels de la région interrogés par la Banque de France font état d'une demande stable et d'une production qui se maintient à un rythme satisfaisant. Les carnets de commande sont correctement garnis et une progression de l'activité est attendue dans toutes les branches du secteur.

Le secteur agroalimentaire français bénéficie en effet d'une conjoncture porteuse. Selon l'Ania, le chiffre d'affaires des industries agroalimentaires progresse significativement depuis 10 ans, stimulé par la hausse du prix des matières premières alimentaires. La croissance est particulièrement notable en 2017 (+3,4 %). Cependant, la hausse du prix des matières premières ne se répercute pas sur les prix et le taux de marge moyen des entreprises se dégrade.

Danone	12 M€ investis dans une nouvelle ligne de production automatisée dans son usine de Saint-Just-Chaleyssin (38). *Crèmes desserts et yaourts*
Quenelles Desmaris	Label Entreprise du patrimoine vivant. *Quenelles artisanales*
Voisin	Agrandissement du siège de Lyon-Vaise, 3 M€ investis dans un nouvel immeuble. *Chocolats et torréfaction*

Les grands chiffres à retenir

Emploi salarié marchand

613 070 emplois (+2,2%)

Insee, Rhône, 3e trimestre 2017

Taux de chômage

9,4 %

Insee, Métropole de Lyon, 3e trimestre 2017

Immobilier de bureaux

269 240 m² placés (-7%)

Cecim, année 2017

Les évolutions se rapportent à la même période un an auparavant

Nous remercions
l'Aderly Invest in Lyon,
la Banque de France,
le Cecim,
la CCI Auvergne-Rhône-Alpes,
la Chambre de métiers et de l'artisanat du Rhône,
l'Insee,
le Medef Lyon-Rhône,
la Métropole de Lyon,
Pôle Emploi,
l'Urssaf et
la Ville de Lyon
pour leur participation à l'élaboration de cette publication.

Les travaux de l'Observatoire partenarial lyonnais en économie sont l'expression d'un partenariat entre
la Métropole de Lyon,
la Ville de Lyon,
la CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne,
le Medef Lyon-Rhône,
l'Université de Lyon,
la Chambre de métiers et de l'artisanat du Rhône,
la CPME,
Pôle Emploi,
l'Aderly,
le Cecim,
Viennagglo,
le Pôle métropolitain,
Onlylyon Tourisme et Congrès et
l'Agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise,

en association avec
le Sgar,
l'Insee,
la Banque de France,
l'Urssaf,
la Caisse des Dépôts et Consignations et
la Direccte du Rhône.

Retrouvez les publications de l'Opale sur

www.opale-lyon.com

Métropole de Lyon, Etat, Département du Rhône, Sepal, Sytral, Région Auvergne-Rhône-Alpes, Epora, Pôle Métropolitain, Communautés d'agglomération de la Porte de l'Isère, du Bassin d'Annonay, de Vienne-Condrieu, Communautés de communes de l'Est Lyonnais, de la Vallée du Garon, des Vallons du Lyonnais, du Pays de l'Arbresle, du Pays de l'Ozon, du Pays Mornantais, Communes de Bourgoin-Jallieu, Lyon, Romans-sur-Isère, Tarare, Vaulx-en-Velin, Vénissieux, Villeurbanne, Syndicats mixtes des Scot de l'Ouest Lyonnais, de la Boucle du Rhône en Dauphiné, de la Dombes, des Monts du Lyonnais, des Rives du Rhône, du Beaujolais, du Nord-Isère, du Val de Saône-Dombes, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne, Chambre de métiers et de l'artisanat du Rhône, Caisse des dépôts et consignations, Grand Lyon Habitat, Lyon Métropole Habitat, Opac du Rhône, Syndicat mixte de transports pour l'aire métropolitaine lyonnaise, Syndicat mixte du Grand Parc Miribel Jonage

Agence d'**Urba**nisme
aire métropolitaine **Lyon**naise

Tour Part-Dieu, 23e étage
129 rue Servient - 69326 Lyon Cedex 03
Tél. 04 81 92 33 00 - Fax 04 81 92 33 10
www.urbalyon.org

Directeur de la publication : **Damien Caudron**
Référent : **Clarisse Garin-Hameline** 04 81 92 33 40 c.garinhameline@urbalyon.org
Infographie : Agence d'urbanisme
Photo couverture : La zone industrielle de Saint-Priest Mi-Plaine, à côté de l'A43, Agence d'urbanisme, février 2018, M.-P. Ruch

ISSN 0753-3454